

# Webinaire Enedis – Méthodes de contrôle du réalisé – 23/01/20

## Questions/Réponses apportées en séance

---

Date du Webinaire : 23/01/20 de 14h à 15h

---

*Q1 : Est-ce qu'une EF peut avoir plusieurs durées d'activation et/ou participer à plusieurs flexibilités du même contrat ?*

R1 : L'EF n'est utilisée que pour regrouper les sites d'un même type (soutirage, injection, mixte) ayant une même méthode de contrôle du réalisé. Le service est rendu par l'ensemble des sites du périmètre (et non par EF). Le périmètre de flexibilité (et son découpage en EF) sera propre à chaque appel d'offres d'Enedis du fait de l'importance de la localisation mais en revanche une même EF pourra avoir à répondre à plusieurs demandes d'activation dans le cadre d'un même contrat.

---

*Q2 : L'homologation et la déclaration de prévision se fait par site, ce qui n'est pas adapté au diffus : dans ce cas, pourrait-on considérer une prévision à la maille du périmètre ??*

R2 : Nous ne l'avons pas envisagé car d'autres méthodes peuvent être utilisées sur ce segment et car les périmètres ne seront pas ou très peu reproductibles d'un appel d'offres à l'autre (Cf. R1).

*Q2 : Qu'entendez-vous par "reproductibles" ?*

R2 : Les sites éligibles d'un appel d'offres à un autre (en dehors d'un nouvel appel d'offres sur une zone ayant déjà fait l'objet d'une mise en concurrence) ne se recouperont pas ou peu.

---

*Q3 : Il ne sera pas possible de candidater aux AO sans déclarer explicitement la liste des sites du périmètre (ils devront donc déjà être installés au moment de l'AO) ?*

R3 : Pour les AO lancés en 2020, les sites devront tous être connus au moment de l'AO sauf pour le cas Cantal. Les sites devront être soit des sites existants, soit des sites en cours de raccordement et dont les travaux de raccordement seront terminés avant la période d'activation (en référence à l'échéance inscrite dans la PTF de raccordement). Des vérifications seront faites lors de la signature du contrat et au début des périodes de tests.

Il sera possible d'ajouter/ retirer des sites au périmètre de flexibilité après la signature du contrat. Dans le cas du contrat avec réservation de capacité, au-delà d'un volume cumulé de sites retirés supérieur à 10% du service, Enedis procédera à un test d'activation pour valider le nouveau périmètre et s'assurer de la capacité de l'acteur à fournir le service.

La zone identifiée dans le Cantal (opportunité de flexibilité en puissance réactive) prévoirait la possibilité à de nouveaux sites de se connecter pour proposer un service à Enedis. L'engagement à fournir le service pourrait être à compter d'une date fixée dans le contrat calculée à partir des durées de travaux prévisionnelles (PTF, etc.).

---

*Q4 : "En l'absence de données de comptage des gestionnaires de réseau de distribution, Enedis pourra utiliser les données des dispositifs mis en œuvre par les opérateurs.". Doit-on comprendre qu'il est possible de définir une flexibilité en aval d'un PDL, comme une infrastructure de recharge pour VE??*

R4 : Les données des acteurs qui pourront être utilisées sont celles des dispositifs de comptage qui auront été homologués dans le cadre des règles NEBEF. Ces règles (dans le paragraphe 8.10.5.5) précisent le lieu des mesures possibles.

---

*Q5 : Qu'est-ce que la synchrone de référence ?*

R5 : C'est l'estimation de la courbe de charge, au pas 30 minutes, qu'aurait réalisé le site s'il n'avait pas activé de flexibilité (également appelée « Courbe de Référence » sur les mécanismes de marché de RTE).

---

*Q6 : Dans notre compréhension, un contrat qui couvre plusieurs entités de flexibilités (EF) propose de fait, plusieurs flexibilités qui peuvent être activées, chacune avec ses propres caractéristiques. C'est bien ça ??*

R6 : Le service n'est pas contrôlé à la maille d'une EF mais à la maille du périmètre. Le volume réalisé du périmètre est la somme des volumes réalisés de chaque EF. L'acteur active les sites et les EF qu'il souhaite pour fournir le service à la maille du périmètre. L'EF sert uniquement à regrouper des sites du même type (injection, soutirage ou mixte) qui ont une même méthode de contrôle du réalisé.

---

*Q7 : Quelles sont les actions comprises dans le délai de mobilisation? (Slide 5) ?*

R7 : Le délai de mobilisation correspond au délai entre l'instant d'appel de la flexibilité et l'instant à partir duquel le service est censé avoir atteint 100% de la puissance demandée. Les actions sont uniquement du côté de l'acteur sur cette plage. Enedis demandera à l'acteur au moment de l'activation, un accusé de confirmation de réception de la demande d'activation, puis une confirmation de la bonne activation sur service demandé.

---

*Q8 : Pour les EF présentant de nombreux sites, par exemple une agrégation de clients particuliers, chaque site contributeur de l'EF devra être identifié lors de la réponse à l'appel d'offre, ou bien cela pourra-t-il être fait ultérieurement ?*

R8 : cf. R3.

---

*Q9 : Seuls des sites existants peuvent donc répondre à l'appel d'offre? Des projets qui n'ont pas encore de PDL et dont la réalisation dépendrait d'un résultat positif à l'appel d'offre ne peuvent répondre ?*

R9 : Cf. question Q3.

---

*Q10 : Sur la candidature avec des capacités non installées, je voulais dire "non équipées d'un dispositif d'effacement", mais elles seront bien physiquement raccordées au réseau.*

R10 : Oui elles pourront participer. L'accord client de chacune des capacités sera exigé au moment de la signature du Contrat.

---

*Q12 : La plage d'activation : Est-ce une durée unique définie dans le contrat ou une plage avec une valeur minimale et maximale, Enedis choisissant la durée qui lui convient lors de l'activation ?*

R12 : Il s'agit d'une durée unique égale à la durée d'activation précisée dans l'appel d'offre et dans le contrat. Pour les premiers appels d'offres, Enedis appellera cette durée unique.

---

*Q13 : Pourquoi ne pas avoir repris l'intégralité des méthodes en vigueur sur les mécanismes nationaux, notamment le RAS pour l'effacement diffus ?*

R13 : La méthode des panels s'applique particulièrement au diffus et elle est sans limitation sur la durée de l'effacement. La méthode du RAS s'applique avec des limitations. Elle s'applique également à un nombre de sites plus important que celui demandé par Enedis pour la méthode des panels. Reprendre la méthode RAS impliquerait également de reprendre les limitations associées.

*Q13 : Certes, mais la méthode des panels ne permet pas (en l'état) de traiter le cas des périmètres qui sont effacés régulièrement, pour lesquels on ne sait pas construire l'historique nécessaire au calage du panel.*

R13 : La profondeur de l'historique est adaptée pour tenir compte des effacements passés.

---

*Q14 : Les homologations NEBEF validées par RTE seront elles aussi acceptées ?*

R14 : Seules les homologations faites dans le cadre du MA seront acceptées par Enedis. Les homologations sur NEBEF ne seront pas acceptées.

---

*Q15 : Question hors domaine du contrôle de réalisé, plutôt orienté conduite. Lorsqu'on parle d'activer une flexibilité, est-ce que cela correspond à un site (donc un PdL) ou est-ce qu'une flexibilité peut être diffuse (donc plusieurs PdL) ?*

R15 : Le service peut être rendu par un ou plusieurs sites. L'ensemble du périmètre défini par l'acteur dans son contrat sera contrôlé pour vérifier la réalisation de l'activation.

---

*Q16 : "Les méthodes par défaut ne nécessiteront pas d'homologation préalable" → Doit-on comprendre que n'importe qui pourrait participer sans même être évalué sur sa capacité à répondre au service ?*

R16 : Les méthodes par défaut sont la méthode des k-plus proches voisins géographiques pour les sites dont la production est aléatoire et la méthode du rectangle simple pour les autres sites. Il n'y a pas besoin d'homologation pour ces méthodes. En revanche, il y a une différence entre la capacité à rendre un service (qui sera testée dans le cadre du contrat) et la capacité à utiliser une méthode de contrôle du réalisé qui nécessite une homologation.

---

*Q17 : Serait-il possible de partager (sur le site flexibilité par exemple) la documentation sur la méthode des panels qui a été présentée en GT ?*

R17 : Oui. La présentation sera mise à disposition sur la page [Co-construire les flexibilités](#) du site institutionnel d'Enedis.

---

*Q18 : Que se passe-t-il en cas de panne technique ou de sécheresse (usine hydro électrique) ? Dans un cas de panne soudaine ou une crue en période de disponibilité, appliquez-vous des pénalités ?*

R18 : Le sujet a été abordé lors du dernier webinaire. Enedis contractualise les flexibilités, sans préférence ou handicap selon les technologies, en tenant compte uniquement du service rendu vu du réseau. Nous n'avons pas prévu de prendre en compte les indisponibilités des acteurs pour les contrats avec réservation de capacité. Seuls les cas de force majeure, tels que définis dans l'article 1218 du Code Civil, ne se verront pas appliquer de pénalités en cas de défaillance.

---

*Q19 : Est-ce qu'Enedis a des exigences sur les délais de mobilisation (DMO) des flexibilités participantes ? Ex : durée max tolérable?*

R19 : Ces exigences seront exprimées lors de l'appel d'offres.

---

*Q20 : Concernant la puissance d'activation : s'agit-il d'une valeur unique fixée dans le contrat ? Ou bien s'agit-il d'une plage, Enedis fixant la puissance appelée effectivement au moment de l'activation de la flexibilité entre 0 et la puissance d'activation max ?*

R20 : Pour les appels d'offres 2020, Enedis activera la puissance définie dans le contrat.

---

*Q21 : Quel est l'AO sur lequel les sites n'auront pas besoin d'être connus au moment de l'AO ?*

R21 : Il est envisagé (mais encore non validé à date) de ne pas imposer de sites existants dans la zone du Cantal.

---

#### **Questions non publiées lors du webinaire**

Ces questions seront traitées dans le cadre de la période de concertation écrite ouverte en fin de webinaire : les acteurs peuvent nous faire parvenir par écrit à l'adresse mail [DCT-flexibilites-RAS@enedis.fr](mailto:DCT-flexibilites-RAS@enedis.fr) leurs remarques sur les principes contractuels et les méthodes de contrôle du réalisé retenus par Enedis, et ce jusqu'au 28 février.

---

*Q22 : Sur les tests : Pourquoi un test séparé pour la chaîne de communication et pour l'activation ? L'activation n'implique-t-elle pas nécessairement une communication fonctionnelle ? Quelle sera la chaîne de communication contrôlée : Enedis-agrégateur ou agrégateur-sites flexibles ? Quels seront les critères vérifiés ?*

*Q23 : Sur les pénalités pour les contrats sans réservation de capacité : la pénalité proposée est-elle du même ordre que celle qu'Enedis subit au titre de la régulation incitative de la qualité d'alimentation ?*

*Les pénalités représentent un risque financier élevé, qui ne semble cohérent avec le revenu attendu par l'offreur de service. Ne faudrait-il pas envisager de plafonner la pénalité (en pourcentage du revenu escompté) ? (à l'instar du plafonnement des incitations à la qualité d'alimentation chez Enedis).*

*Q24 : Sur les pénalités pour les contrats avec réservation de capacité : comment est déterminé le paramètre « probabilité d'activation du service » ? S'agit-il du nombre d'activation de la flexibilité en espérance ?*

*En quoi cette formule est-elle incompatible avec le fait de retenir deux offreurs de flexibilité, ayant chacun une probabilité d'activation et une espérance d'appel ?*

*Q25 : Sur le seuil minimal d'offre à 500kW : à quoi correspond-il ? Ne risque-t-il pas de fermer le marché dans un contexte de besoins très localisés ?*

*Q26 : En relation avec le planning présenté, à quelle stade du planning Enedis détaillera-t-il le détail du merit order utilisé pour l'appel d'offre ? (formule d'interclassement)*